

TUNISIE

Tableau 1 **2018**

Population, millions d'habitants	116
PIB, milliards de dollars courants	39,9
PIB par habitant, dollars courants	3444
Seuil de pauvreté national ^a	15,2
Taux de pauvreté des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (USD 3,2) ^a	3,2
Coefficient de Gini ^a	30,9
Scolarisation, primaire (taux brut en %) ^b	114,7
Espérance de vie à la naissance, années ^b	75,7

Source : WDI, Macro Poverty Outlook et données officielles.

Notes :

a) Valeur la plus récente (2015)

b) Valeur la plus récente, WDI (2016)

Le déficit courant reste élevé malgré les bons résultats du tourisme et de l'agriculture qui ont favorisé une modeste accélération de la croissance. L'inflation, qui a atteint des niveaux record en 2018, a légèrement ralenti sous l'effet de la politique de resserrement monétaire de la Banque centrale. Le chômage reste élevé, en particulier chez les jeunes et les femmes et dans les régions de l'intérieur. Des mesures ont été prises en 2018 pour restreindre les dépenses élevées et inefficaces, notamment en matière de subventions énergétiques ; le contexte social et politique difficile, notamment dans la perspective des élections présidentielles et législatives de fin 2019, pourrait toutefois compliquer les efforts de réforme.

Évolution récente

La croissance est remontée à 2,5 % en glissement annuel en 2018, contre 2 % en 2017, grâce à l'agriculture, aux services (notamment les services touristiques qui ont enregistré un important rebond) et aux industries électrique et mécanique. Du côté de la demande, en 2018, la croissance a été stimulée par une reprise des exportations et des investissements, tandis que la consommation privée reculait. Depuis 2017, l'inflation a considérablement accéléré et la Banque centrale (BCT) a procédé à quatre relèvements de son taux directeur, qui est passé de 4,25 à 6,75 %. L'inflation a commencé à décroître au second semestre 2018, mais reste supérieure à 7 %. En février 2019, la BCT a encore augmenté son taux directeur de 100 points de base à la suite de l'accord conclu entre le gouvernement et la principale fédération syndicale (UGTT) sur des augmentations de salaires dans le secteur public.

Le déficit budgétaire, dons compris, est tombé à 4,6 % du PIB en 2018, contre 5,9 % en 2017. Cependant, la dette publique est montée à 78,5 % du PIB en raison de la dépréciation du dinar. Le budget 2019 vise à ramener le déficit à 3,9 % du PIB par les moyens suivants : les recettes seront augmentées par l'amélioration du recouvrement des impôts, la lutte contre l'évasion fiscale et l'élargissement de l'assiette d'imposition, tandis que les dépenses seront maîtrisées par la réduction du taux de remplacement des départs et des mises à la retraite dans la fonction publique, la rationalisation des dépenses énergétiques et la hiérarchisation des

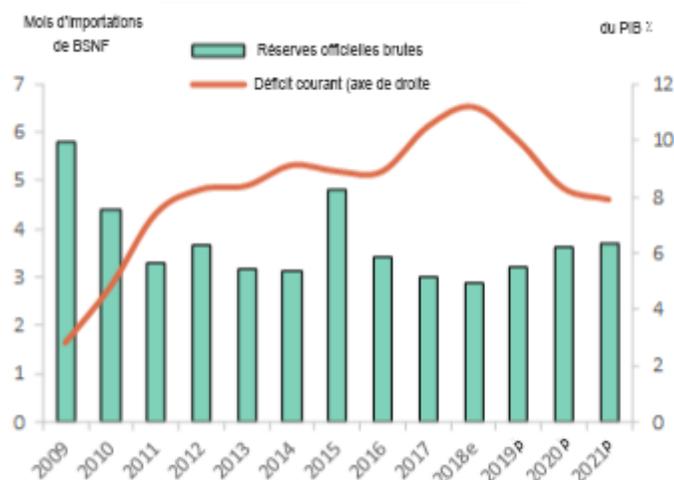
projets d'investissement en cours ainsi que de nouveaux projets sélectionnés par le biais du cadre unifié de gestion des investissements publics¹. achevées en février 2019, les négociations de salaires entre le gouvernement et l'UGTT ont abouti à une augmentation des salaires publics estimée à 600 millions de dinars tunisiens (0,57 % du PIB) en 2019. Une part de ces dépenses pourrait être couverte par des montants non imputés dans la Loi de finances 2019, tandis que le reste pourrait accroître le déficit.

Le déficit courant s'est creusé, passant à 11,2 % du PIB en 2018 (contre 10,6 % en 2017), et les réserves ont continué à baisser malgré l'accroissement accéléré des exportations. En conséquence, le dinar s'est déprécié de 14 % par rapport à l'euro en 2018 et a encore perdu 1,2 % par rapport à l'euro au cours des deux premiers mois de 2019. Le niveau des réserves reste fragile, oscillant autour de 70 à 80 jours de couverture des importations.

La performance du marché du travail laisse à désirer : le taux de chômage est toujours de l'ordre de 15,5 %, et il est particulièrement élevé chez les femmes (22,8 %), les diplômés (29,4 %) et dans les régions pauvres. Selon les dernières données d'enquête disponibles, la proportion des personnes vivant au seuil de pauvreté des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (3,2 dollars en PPA de 2011) est passée de 9,09 % en 2010 à 3,21 % en 2015. Entre 2016 et 2020, il faut néanmoins s'attendre à un ralentissement considérable de la réduction de la pauvreté, au vu de l'évolution du PIB par habitant. Si ce ralentissement est préoccupant, les niveaux de pauvreté tunisiens mesurés selon les seuils de référence mondiaux sont comparables à ceux constatés dans la région, et

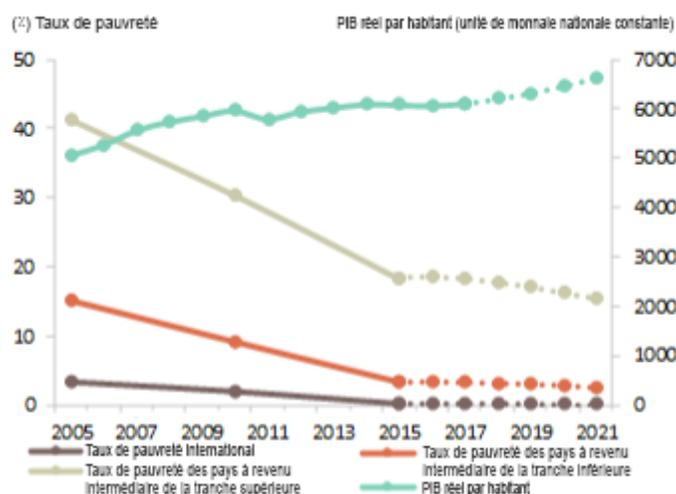
¹ Le budget 2019 est fondé sur des hypothèses de base tournant autour d'une croissance de 3,1 % (contre 2,6 %) en 2018, d'une moyenne de prix pétroliers à 75 dollars le baril (contre 72 dollars en 2018) et d'un taux de change moyen de 2,7 dinars tunisiens pour 1 dollar des États-Unis (contre 2,7 en 2018).

FIGURE 1 Tunisie/Déficit courant et réserves officielles



Sources : Institut national de statistiques, Banque centrale de Tunisie et estimations des services de la Banque mondiale.

FIGURE 2 Tunisie/Taux de pauvreté réels et projetés et PIB réel par habitant



Sources : Banque mondiale. Notes : voir le tableau 2.

L'extrême pauvreté (mesurée par rapport au seuil de 1,90 dollar en PPA de 2011) semble en passe d'être éradiquée. Au fil du temps, l'écart s'est considérablement creusé entre les régions du Nord-Ouest et du Centre-Ouest traditionnellement défavorisées — où les taux de pauvreté représentent près du double des moyennes nationales — et les régions côtières et plus urbanisées de l'Est (notamment la région de Tunis, le Nord-Est et le Centre-Est).

Perspectives

La croissance devrait grimper à 3 % en moyenne en 2019-2020 pour atteindre son potentiel d'environ 4 % à moyen terme, à condition que les réformes pressantes destinées à améliorer le climat des investissements et à renforcer les conditions de sécurité et la stabilité sociale soient menées à bonne fin. La croissance sera soutenue par l'expansion de l'agriculture, du secteur manufacturier et du tourisme ainsi que par la mise en service prochaine du champ gazier de Nawara prévue mi-2019. Le taux de pauvreté devrait rester autour de 3 % selon le seuil de 3,2 dollars PPA par jour, et ne pas dépasser 1 % selon le seuil d'extrême pauvreté.

L'inflation devrait prendre une orientation légèrement baissière à moyen terme sous l'effet d'un nouveau resserrement de la politique monétaire visant à limiter les pressions infla-

tionnistes associées à la dépréciation du dinar et à la dynamique des salaires.

En 2019, les déficits budgétaire et courant devraient descendre respectivement à 3,6 et 10 % du PIB, en raison du resserrement des politiques, du rebond de la croissance et de la réduction des coûts d'importation d'énergie au fur et à mesure de l'augmentation de la production de gaz. Ils devraient descendre respectivement en dessous de 3 % et 8 % du PIB d'ici 2021, grâce à la poursuite de la mise en œuvre du programme de réforme du gouvernement. La dette publique atteindra un sommet en 2019, dépassant 80 % du PIB, avant de commencer à décroître pour descendre au-dessous du niveau de référence du marché émergent (70 %) d'ici 2023.

Risques et défis

Malgré la lente reprise et le resserrement progressif des politiques, des risques importants subsistent. Le risque principal est lié à l'effritement continu du consensus autour de réformes clés, particulièrement en 2019, au regard du climat social et politique et de la tenue des élections nationales. Il s'agit notamment de réformes budgétaires et des mesures nécessaires à l'amélioration du climat de l'investissement en vue de stimuler la croissance du secteur privé. La décision, prise en février, de relever les

salaires du secteur public en est la preuve la plus récente ; elle aura non seulement des effets sur les finances publiques, mais aussi des répercussions négatives sur la situation financière, déjà fragile, du système public des retraites, étant donné le lien entre retraites et revenus. La Tunisie reste confrontée à d'autres menaces liées à la sécurité, aux retombées de la situation en Libye, à la lenteur de la croissance dans la zone euro qui absorbe la majeure partie de ses exportations, à la hausse des prix internationaux du pétrole et à la détérioration de la confiance des investisseurs à l'égard des marchés émergents, notamment au vu d'un déficit courant qui devrait rester élevé à moyen terme.

Si l'un ou l'autre de ces risques devait se matérialiser, le bien-être des ménages s'en ressentirait, en particulier celui des ménages les plus vulnérables dont la consommation dépasse à peine le seuil de pauvreté. Environ 17 % de la population (soit environ 2 millions de Tunisiens) entrent dans la catégorie des personnes « vulnérables », si l'on considère que ce terme désigne les personnes vivant avec moins de 5,5 dollars PPA.

Tableau 2 Tunisie/Indicateurs Macro Poverty Outlook

(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)

	2016	2017	2018 ^a	2019 ^p	2020 ^p	2021 ^p
Croissance du PIB réel, aux prix constants du marché	1,0	2,0	2,5	2,7	3,2	3,5
Consommation privée	1,6	1,5	-5,2	-1,0	1,1	1,9
Consommation publique	3,8	-2,4	0,7	0,3	0,7	1,0
Formation brute de capital fixe	2,8	4,4	12,2	4,1	5,7	6,5
Exportations de biens et services	0,2	4,2	5,2	4,5	5,0	5,2
Importations de biens et services	2,0	2,2	-1,0	0,0	2,9	3,9
Croissance du PIB réel, aux prix constants des facteurs	0,8	1,7	2,6	2,7	3,2	3,5
Agriculture	-8,5	2,5	9,8	3,9	3,3	3,3
Industrie	-0,5	-0,9	-0,4	1,9	3,1	3,4
Services	2,9	2,7	2,8	2,7	3,2	3,6
Inflation (indice des prix à la consommation)	3,7	5,3	7,5	7,4	6,0	4,7
Solde courant (% du PIB)	-8,8	-10,6	-11,2	-10,0	-8,3	-7,9
Investissements étrangers directs (% du PIB)	-6,2	-5,9	-4,6	-3,6	-3,0	-2,5
Dette (% du PIB)	62,3	70,3	78,5	83,3	78,8	77,0
Solde primaire (% du PIB)	-4,0	-3,5	-1,9	-0,6	0,2	0,8
Taux de pauvreté international (USD 1,9 en PPA de 2011)^{a,b}	0,3	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2
Taux de pauvreté des pays à revenu intermédiaire inférieur (USD 3,2 en PPA de 2011)^{a,b}	3,2	3,2	3,1	3,0	2,8	2,6
Taux de pauvreté des pays à revenu intermédiaire supérieur (USD 5,5 en PPA de 2011)^{a,b}	18,4	18,2	17,6	17,0	16,2	15,4

Sources : Banque mondiale, pôles Pauvreté et équité et Macroéconomie, commerce et investissement.

Notes e = estimation p = prévision

a) Calculs fondés sur l'Enquête nationale sur le budget des ménages, la consommation et le niveau de vie des ménages 2015. Données réelles pour 2015. Prévisions immédiates pour 2016-2018. Prévisions pour la période 2019-2021.

b) Projection effectuée à partir d'une distribution neutre (2015) avec une répercussion = 0,7 sur la base du PIB par habitant en unité de monnaie nationale constante.